

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant
une subvention au Secrétariat général de l'enseignement
catholique (SEGEC) pour assurer la mise en oeuvre de
discriminations positives dans l'enseignement de promotion
sociale - année 2003**

A.Gt 13-06-2003

M.B. 19-09-2003

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2002 approuvant la liste des projets d'actions à discriminations positives pour l'année 2003 pour l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 2002 fixant la liste des établissements et implantations d'enseignement de promotion sociale bénéficiaires de discriminations positives pour l'année 2003;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale du 26 septembre 2002;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances du 19 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. - Un subside complémentaire de 49029 euro (quarante neuf mille vingt neuf euros) à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.01, programme d'activité 70, division organique 56 du budget de la Communauté française, dépenses du ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, année budgétaire 2003, est alloué au Secrétariat général de l'enseignement catholique (SEGEC).

Article 2. - Le subside visé à l'article 1^{er} est destiné à couvrir la réalisation des projets portant référence 03/LC/1 à 03/LC/7, visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2002 approuvant la liste des projets d'actions à discriminations positives pour 2003, conformément à l'article 58 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives pour l'enseignement de promotion sociale.

Article 3. - Les dépenses résultant de l'application de l'article 55, 1^o du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives sont prises en charge directement par l'allocation de base visée à l'article 1^{er}.

La part du subside visé à l'article 1^{er}, correspondant aux dépenses résultant de l'application de l'article 55, 2^o du décret du 30 juin 1998 précité, sera liquidée, en une seule tranche, au cours du premier trimestre 2003, au Secrétariat général de l'enseignement catholique, n^o de compte 240-0382412-42.

Article 4. - Au terme du projet visé à l'article 2, et pour les dépenses visées à l'article 3, alinéa 2, les établissements d'enseignement de promotion sociale



bénéficiaires doivent, dans les trois mois, transmettre au Service général de l'enseignement de promotion sociale de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, Cité administrative de l'Etat, boulevard Pachéco 19, bte 0, bureau 4007, à 1010 Bruxelles, les documents suivants :

1° le compte détaillé, en double exemplaire, des dépenses visées à l'article 3, alinéa 2;

2° les pièces justificatives relatives à toutes les dépenses visées au 1 °. Ces pièces doivent être établies en double exemplaire et reprises par ordre chronologique sur un relevé récapitulatif établi en double exemplaire.

Les établissements bénéficiaires doivent conserver les originaux des documents visés aux 1° et 2° et les tenir à la disposition du service de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

Article 5. - Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Article 6. - La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juin 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS